

du que la pression retombe avant de relancer les réunions au sein des cantons. Elles marchent très bien. Les militants sont en attente. Ils ont envie, pas d'en découdre, mais d'exister et de peser. Ils n'ont pas du tout aimé s'être fait voler cette élection l'an dernier - « voler » pour plein de raisons : déjà de ne pas être présent au second tour et d'être passé à côté d'une élection imperdable.

Que disent-ils d'Emmanuel Macron ? C'est un homme de droite, du centre - le nouveau Bayrou ? - une homme de gauche ? Comment est-il défini par les militants chez vous ?

Il est défini comme un centriste. C'est le centre qui a gagné cette élection parce qu'à l'instant T, ça a été le plus petit dénominateur commun. Nos électeurs sont restés à la maison pour les présidentielles, d'autres électeurs ont préféré quitter le navire et voter Macron. Ce petit chamboulement a fait qu'il y a eu le premier tour que l'on connaît où pour la première fois, la droite républicaine n'a pas été présente au second tour. Néanmoins, il ne faut jamais oublier les scores. François Fillon malgré ce bashing qu'il a subi pour des affaires dont on verra comment elles se terminent n'a fini qu'à 4 % d'Emmanuel Macron. La droite existe toujours, les clivages n'ont pas disparu contrairement à ce qu'Emmanuel Macron souhaiterait obtenir. On a vu récemment que les clivages lors de la loi Asile-Immigration ont provoqué des états-d'âme aux parlementaires socialistes qui avaient rejoint La République en Marche. Les militants souhaitent que notre identité d'adhérents de droite soit enfin reconnue.

Pour vous, Emmanuel Macron est plus un nouveau Giscard que ce que certains veulent dire en y voyant un nouveau de Gaulle ou d'inspiration gaulliste ?

On ne peut pas comparer les deux époques. De Gaulle était le père de la Nation après la guerre. Le macronisme, c'est quoi ? C'est 80% ou plus d'élus socialistes qui ont quitté le navire Hollande qui coulait pour tenter de se faire ré-élire, quelques-uns de chez nous qui sont partis parce qu'ils n'ont pas eu le courage de rebâtir la droite suite à la défaite. Ils ont appelé cela « nouveau monde » pour se donner bonne conscience alors que ce sont des gens qui ont simplement quitté le navire. C'est pour cela que c'est complètement différent du gaullisme. C'est juste une élection d'opportunisme.

Comment voyez-vous le Pays Basque aujourd'hui ? Est-ce que c'est un pays qui reste très centriste ou qui va devenir un peu plus conservateur ? Il y a une grande différence entre l'activisme des militants au Pays Basque par rapport au Béarn. C'est toujours vrai ?



© KE

Oui c'est toujours vrai. La sixième circonscription et la cinquième sont plus que la moitié des quatre autres béarnaises. Les militants Les Républicains sont sur la Côte basque, c'est sûr. Ensuite, sur la couleur du département, il est évident qu'il est centriste mais on verra jusqu'à quand. Le centriste comme d'autres idées, ce sont d'abord des hommes qui les portent. Pour l'instant, on a une nouvelle génération qui monte, espérons qu'elle puisse porter des couleurs autres de notre pensée politique. Jusqu'à présent c'étaient plutôt des centristes qui ont fait ce choix-là et qui ont choisi de faire incarner leurs valeurs par des hommes implantés dans notre territoire.

Comment les militants et les gens que vous fréquentez au quotidien dans vos fonctions vivent le processus de paix ? On vient d'appréhender qu'ETA, c'est comme Capri, c'est fini. Est-ce que c'est une bonne chose que la paix ? Et est-ce que vous croyez que le Pays Basque à travers l'EPIC peut continuer à évoluer institutionnellement ou est-ce que vous pensez que cela suffit ?

L'avenir dira tout cela. En ce qui concerne le processus de paix, ETA s'est dissout, c'est une très bonne chose. Les militants comme beaucoup de Français, dont moi aussi, pensent d'abord aux victimes. Le reste viendra ensuite. En ce qui concerne l'institution EPIC pour l'existence du Pays Basque, je suis pour les collectivités territoriales. Il faut avoir aussi le souci des retombées fiscales. Je suis chef d'entreprise et on est confronté

à un versement transport qui va mettre certaines entreprises dans de grandes difficultés. Les collectivités doivent avoir l'adhésion de tout le monde, y compris des entreprises. On ne peut pas taper espérer une adhésion à un projet. Les promoteurs de l'EPIC Pays Basque doivent l'avoir en tête.

Certains vous répliqueront qu'il faut de l'égalité sur un territoire et qu'à partir du moment où on souhaite du transport pour tous - et on connaît les difficultés de circulation dans cette région, vous êtes le premier à le reconnaître - il faut que l'impôt soit également pour tous. Aujourd'hui une entreprise qui était basée à quelques kilomètres de Pancienne agglô Bayonne-Anglet-Biarritz ne payait pas de taxe transport alors que celle qui était à Anglet ou Bayonne en payait. C'est peut-être dur à avaler mais est-ce que ce n'est pas l'égalité ?

Je suis pour la solidarité territoriale, c'est une certitude mais il ne faut pas que cette solidarité soit confiscatoire. Quand on vient demander à une entreprise d'Hen-daye, quasiment du jour au lendemain, de s'acquitter d'une taxe transport de 400 000 euros, il faut être un peu sérieux. Au-delà de la solidarité, il faut faire attention. C'est une entreprise à capitaux européens qui peut très bien décider du jour au lendemain de partir. On ne peut pas faire n'importe quoi dans le paysage économique dans lequel nous sommes, surtout dans des entreprises appartenant à un groupe. Il faut faire attention et se concerter. La solidarité ne doit

pas se faire au détriment de l'économie sinon, on va tout perdre, la solidarité et l'économie.

C'est un danger que vous signaliez et qui vous paraît être quelque chose sur lequel les élus doivent réfléchir et revenir ?

J'espère qu'il y aura au moins une concertation. Beaucoup d'entreprises de mon territoire ont appris ça entre la poire et le fromage. Ce sont quand même des sommes importantes qui nécessitent une budgétisation. On ne peut pas se satisfaire de faire tomber une telle verticalité, surtout de la part d'une collectivité qui se veut être une collectivité territoriale proche. On ne peut pas écarter les entreprises d'une discussion pour savoir le montant du versement transport. On ne peut pas faire n'importe quoi et demander des sommes qu'on ne peut pas donner.

Vous avez mis en place une chose étonnante et qui marche - beaucoup doivent vous envier dans le monde politique - ce sont des dîners mensuels avec des thèmes qui ne sont pas forcément faciles, économiques, sociaux, etc. Pourquoi ça marche ? Parfois vous n'êtes pas loin de 80 ou 90 participants !

C'est quelque chose dont je suis très fier parce que ça marche. Il y a un esprit de convivialité. C'est un endroit de liberté. J'ai le plaisir d'organiser mais les gens qui sont autour de la table ne sont pas là pour me servir. C'est politique. Je tiens à faire intervenir des gens de la société civile. On en parle beaucoup aujourd'hui mais je le fais depuis dix ans. J'invite des gens

hors société politique de manière à exprimer ce qu'ils font au sein du territoire, que ce soit au niveau économique, social et même associatif. Il y a des gens qui font un travail extraordinaire. J'ai reçu le mois dernier, Philippe Bertrand qui est le président de 60 000 Rebonds et qui passe beaucoup de temps à s'occuper de chefs d'entreprise qui ont fait faillite. Cela fait partie des sujets un peu tabous. On parle des chefs d'entreprise qui réussissent, on ne parle jamais des chefs d'entreprise qui perdent tout, qui victimes de deux ou trois impayés perdent leur entreprise, perdent leur famille, et perdent tout, tout simplement. Des gens comme ça passent beaucoup de temps, avec une équipe de bénévoles fantasmiques, à épauler ces gens-là. J'ai envie que ça se sache. C'est très important de créer des ponts entre les acteurs du territoire et les mouvements politiques. On doit se nourrir de ce que font ces gens-là et pas l'inverse. Ce sont eux qui font plus de politique que les politiciens, à mon sens.

Même si on n'est pas membre de Les Républicains, même si on n'est pas à droite, est-ce que l'on peut venir participer et dire ce que l'on pense ?

Non seulement, on peut venir mais aussi intervenir. Je ne demande pas la couleur politique des intervenants, je ne les connais pas toujours. Ils me sollicitent ou je les sollicite parce qu'ils ont entendu parler de ce système qui fonctionne bien. Je ne sais pas du tout ce qu'ils votent et c'est vraiment le dernier de mes soucis quand j'organise ce type de dîner-débat. Je veux que les gens soient contents et qu'ils sortent plus intelligents à la fin qu'au début.

Comment a-t-on l'information ?

Il y a mes mails, il y a les réseaux sociaux : compte twitter, Facebook... Je communique dans la presse et par mon fichier de mails.

SOUTENEZ-NOUS
ABONNEZ-VOUS !

La Semaine
du Pays Basque

en pages 12 & 22